



Directions des douanes CGT
de l'interrégion de Nouvelle Aquitaine

Déclaration Préalable au CSA de la DI Nouvelle-Aquitaine du 16/10/2026

Monsieur le Président,

La CGT soutient la mobilisation des lycéens qui exigent de pouvoir étudier dans des conditions dignes en disposant d'un véritable service public de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

La CGT Douanes, comme toutes les organisations de la CGT, appelle le gouvernement à répondre rapidement aux revendications exprimées: des moyens pour l'Éducation nationale, des personnels d'Etat et territoriaux en nombre, des classes moins chargées, des salaires augmentés, des établissements dignes, un investissement public massif et la suppression de Parcoursup.

Le service public est un droit- droit à l'éducation, à la santé, à un environnement sain, à la sécurité, c'est aussi la seule richesse de ceux qui n'en ont pas !

La pénurie de moyens concerne l'ensemble des services publics qui ne sont plus en mesure de satisfaire efficacement les besoins de la population.

C'est la cas également pour la douane même si les DUERP et les plan de prévention que vous nous présentez aujourd'hui illustrent insuffisamment cette pénurie.

Elle apparaît malgré au détour de quelques lignes pour le CVC de Jonzac, les bureaux de Niort, Brive et Limoges ou le centre de viticulture de Pauillac.

Dans les faits, elle concerne la quasi-totalité des services de la DI et engendre fatigue, situation de mal-être, crainte concernant le devenir professionnel, perte de sens dans le travail et dégradation des relations inter-personnelles.

Cette situation est exacerbée par une frénésie de dématérialisation qui ne faiblit pas avec des applications qui offrent moins de possibilité qu'avant en termes de ciblage à l'instar de delta IE ou qui donnent des sueurs froides aux agents et aux usagers comme Gamma V2.

Les agents sont contraints de s'adapter sans formation préalable à de nouveaux outils : ce sera le cas pour l'application qui permettra de visualiser les déclarations PPE dans MOLIERE qui remplacera ISOPE à partir du 1^{er} janvier 2027 à l'occasion du transfert du recouvrement de la TICPE à la DGFIP ou pour RenoiRH le successeur redouté de SIRHIUS au CSRH.

Autant dire, que les agents n'ont pas fini de dérouiller !

Ces évolutions qui ne tiennent pas compte du service public que nous devons à la population témoignent d'une forme de mépris de la part d'un pouvoir beaucoup plus rapide à répondre favorablement aux milieux d'affaire qu'aux revendications des agents et aux attentes des usagers.

Ainsi, au CSRH les revendications portées par l'intersyndicale suite aux RMIS organisées dans ce service sont restées lettre morte et nous devons à nouveau faire preuve d'imagination combative pour obtenir satisfaction.

En surveillance, la perte de l'exclusivité de nos pouvoirs de contrôle des moyens de transport au profit de la police et de la gendarmerie qui s'ajoute à des situations de sous-effectif qui deviennent chroniques sont facteurs de démotivation.

Les agents ont besoin de réponses concrètes s'agissant des effectifs que vous allez appeler et sur le nombre d'agents dont vous pourrez disposer sur les 200 qui ont été annoncés pour la douane en 2027 dans le projet de loi de finances.

Enfin, concernant les élections professionnelles, nous revendiquons le retour du vote à l'urne tel qu'il existait jusqu'en 2017 et qui nous garantissait des taux de participation de plus de 80 %.

Le mode de scrutin actuel nous fait craindre une nouvelle baisse de la participation et nous vous demandons pour la limiter de donner aux agents des facilités horaires au moment du vote mais aussi lors de l'activation de leur compte électeur. C'est nécessaire surtout en surveillance où les agents ne disposent pas forcément très facilement d'un ordinateur et du temps pour effectuer les différentes étapes du scrutin.